

Principes de contrats de licence ¹

I.	<i>De la situation actuelle</i>	1
II.	<i>Des possibilités</i>	1
III.	<i>Des obstacles</i>	2
IV.	<i>Préambule</i>	2
V.	<i>Le point de vue des bibliothèques</i>	3
A.	Principes généraux	3
B.	Accès et utilisation	3
C.	Stockage, formats et intégration	4
D.	Information sur l'usage	5
E.	Services et coûts	5
F.	Divers	6

I. De la situation actuelle

1. Depuis de nombreuses années, les bibliothèques souffrent de la "crise des périodiques", confrontées non seulement à un accroissement permanent du nombre des titres mais aussi à une hausse structurelle des tarifs des abonnements entre 7 et 15% par an.

2. Pour répondre à cette évolution, les bibliothèques universitaires ont essayé d'accroître leur budget de diverses manières; o mis en oeuvre une stratégie d'annulation de titres; o diminué leur budget consacré aux ouvrages, causant un appauvrissement important des fonds de beaucoup de bibliothèques. Il est clair que ceci ne peut mener qu'à une impasse vu que des augmentations limitées des budgets des bibliothèques ne peuvent en aucune manière coexister avec les hausses tarifaires de l'information savante et scientifique.

II. Des possibilités

1. Les bibliothèques universitaires ont accueilli avec intérêt les évolutions rendues possibles par les technologies de l'information, en particulier l'accès à l'information électronique via la Toile. Elles y voient une occasion importante d'améliorer la communication internationale entre chercheurs de mettre à disposition de manière efficace pour l'utilisateur de base des productions pertinentes à caractère scientifique sous forme électronique de

¹ Traduction française du texte Licensing Principles effectuée par la Cellule MathDoc (décembre 97)

créer des conditions économiquement plus justes pour l'accès aux journaux savants et scientifiques.

III. Des obstacles

1. Outre les problèmes structuraux évoqués ci-dessus, les bibliothèques universitaires ont remarqué les tendances significatives des éditeurs qui tentent d'imposer des barrières au stockage et l'accès de l'information tout en proposant des contrats de licence sur l'accès électronique aux revues où des surcoûts sont imposés, la fourniture de documents empêchée et des clauses de non-résiliation sont introduites.
2. La position des bibliothèques sur le droit de copie à l'ère électronique est menacée. Les droits que les bibliothèques avaient dans la civilisation de l'imprimé sont remis en cause par les éditeurs.
3. Certains éditeurs sont en train d'établir des banques de données importantes avec "leurs" produits. Un scénario possible est l'organisation pour l'utilisateur final de l'accès à cette information pour un prix bien au-delà du coût actuel du prêt interbibliothèques. Ceci pourrait mettre en danger la libre circulation de l'information, de la communication scientifique et de l'éducation publique.
4. Dans beaucoup de situations les dispositifs techniques des éditeurs (et de leurs intermédiaires) ne sont pas (pour l'instant) compatibles entre eux et négligent la nécessité d'un accès à l'information qui soit intégré, homogène et indépendant des fournisseurs.

IV. Préambule

1. Les bibliothèques reconnaissent le rôle des éditeurs dans l'univers numérique et attendent en retour que le rôle des bibliothèques soit reconnu par les éditeurs. Que ce soit pour l'imprimé ou dans l'univers électronique, il y a nécessité de maintenir un équilibre entre les droits des auteurs et les intérêts du public le plus large, en particulier pour l'éducation, la recherche et l'accès à l'information comme stipulé dans la convention de Berne (traité de l'OMPI).
2. L'usage de l'information électronique peut réduire les coûts de publication, faciliter la diffusion et améliorer la communication scientifique. Actuellement les bibliothèques et les maisons d'édition vivent une étape de transition qui requiert des investissements considérables, tant par les bibliothèques et les universités que par les éditeurs. Les bibliothèques

souhaitent coopérer avec les éditeurs afin de développer l'édition électronique.

3. La coopération entre les bibliothèques et les éditeurs devrait être encouragée afin de stimuler la dissémination optimale de l'information scientifique à une époque numérique et développer des conditions acceptables et des accords pour l'édition électronique avec pérennité à long terme.

V. Le point de vue des bibliothèques

A. Principes généraux

1. Les bibliothèques de Opéreront en consortium ou en groupe constitué d'utilisateurs dans leur négociation avec les éditeurs et leurs intermédiaires. Les membres du consortium ne concluront aucun accord bilatéral ou multilatéral nouveau avec des éditeurs ou ne le feront que suivant les principes énumérés ici.

2. Le consortium ou le groupe constitué d'utilisateurs a l'intention d'assurer l'accès électronique aux périodiques savants auxquels ils sont abonnés actuellement. A cette fin, ils se préparent à conclure des licences contractuelles avec des éditeurs.

3. Priorité sera donnée à l'acquisition sous format numérique des ressources qui sont susceptibles d'économies d'échelle en en faisant bénéficier le plus grand nombre de facultés et d'étudiants.

4. Les bibliothèques ont l'intention de conserver autant d'abonnements (papier et/ou électronique) que possible, mais n'accepteront à partir d'aujourd'hui aucune clause de non-résiliation ni de clause qui tende à instaurer un seuil minimal au nombre de titres en abonnements ou sous contrat de licence.

B. Accès et utilisation

1. Les bibliothèques doivent être dans la capacité de donner accès à leurs étudiants, aux facultés et personnel (indépendamment de leur localisation), ainsi qu'à tous leurs usagers habituels et inscrits sur leur site.

2. Les licences doivent assurer le "usage loyal" de toute l'information à des fins non-commerciales, du ressort des activités d'éducation, de formation et de recherche pour les utilisateurs autorisés, ceci incluant la lecture, le téléchargement et l'impression, en accord avec la réglementation actuelle du droit de copie.
3. Les bibliothèques universitaires doivent être autorisées à effectuer des copies (sur papier, fax ou par courrier électronique) des données fournies par l'éditeur pour des prêts inter-bibliothèques non commerciaux, dans le cadre règles de bonne conduite et de la réglementation du droit de copie. Elles sont disposées à discuter de conditions spécifiques pour le prêt inter-bibliothèques dans l'univers électronique.
4. Les bibliothèques ne fourniront pas, à des usagers extérieurs à leurs sites, l'accès libre au texte intégral des produits fournis par les éditeurs.
5. Les contrats de licence doivent inclure des droits permanents à l'information dont ils ont défini le paiement, y compris le remboursement au cas où un journal, initialement couvert par le contrat, verrait son abonnement résilié par la suite. Une copie des fichiers devrait être conservée de manière contractuelle à fin d'archivage et pour un usage perpétuel.

C. Stockage, formats et intégration

1. Il est demandé aux éditeurs de fournir les fichiers électroniques des journaux (et de leur articles) en texte intégral pris en abonnement par les bibliothèques membres du consortium. Les données seront stockées suivant les préférences de chaque bibliothèque: localement, de manière distribuée sur les serveurs des partenaires du consortium, de manière centralisée sur un serveur désigné par les membres du consortium ou sur le serveur d'un éditeur, ou toute combinaison de ces solutions.
2. Le contenu sous licence devrait être accessible de tous les systèmes actuellement couverts et types de réseau; leur accès devrait être basé sur les standards courants utilisés dans les bibliothèques (par ex. Z39.50).
3. Les données électroniques (données bibliographiques, résumés et texte intégral) doivent être fournies dans des formats (par ex. PDF réel, HTML ou SGML), suivant les préférences des bibliothèques.

4. Les contrats de licence ne devraient pas limiter le droit des bibliothèques à intégrer les données dans leur infrastructure locale et dans leurs services d'information.

5. Les bibliothèques ne sont pas favorable à des solutions propriétaires développées par des éditeurs et/ou des intermédiaires. Elles soulignent la distinction entre contenu et présentation, la séparation entre données et applications, afin d'avoir toute opportunité d'intégrer les données électroniques dans leurs services propres actuels tant au niveau central que local.

D. Information sur l'usage

1. L'anonymat des utilisateurs individuels et la confidentialité de leurs interrogations doivent être pleinement protégés.

2. Il est impératif qu'un contrat de licence avec des éditeurs garantisse à chaque bibliothèque le droit et la possibilité de consulter l'usage et de recueillir toute information statistique pertinente utile en vue du développement des fonds.

3. Les bibliothèques du consortium sont disposées à partager leurs informations statistiques de manière globale avec les éditeurs.

E. Services et coûts

1. Les bibliothèques attendent des éditeurs et des intermédiaires la fourniture de données bibliographiques et des résumés des journaux auxquels sont abonnées les bibliothèques (ou le consortium de bibliothèques ou le groupe constitué de bibliothèques) sous format électronique. Dans l'univers informationnel, la fourniture électronique de ces données fait partie intégrante d'un "abonnement (ou d'un contrat de licence)" standard.

2. Ces données devraient, en principe, être fournies sans coût additionnel.

3. Les données électroniques (données bibliographiques, résumés et texte intégral) doivent être de préférence disponibles avant la version imprimée, au minimum en même temps.

4. Si les fichiers électroniques sont demandés en plus de la version imprimée, les membres du consortium sont disposés à payer une surtaxe de 7,5% pour les fichiers électroniques des journaux auxquels ils sont abonnés pour une période d'une année. Au terme de cette année, les fichiers électroniques doivent être accessibles ou fournis sans sur-coût ou à des coûts additionnels limités.

5. Si les bibliothèques souhaitent seulement un contrat pour un accès électronique, en abandonnant l'abonnement papier du titre, le prix maximum ne devrait pas excéder 80% du prix de l'abonnement papier.

6. En plus du contrat de licence pour la version électronique, le consortium ou en groupe constitué d'utilisateurs est disposé à discuter tout autre type de service comme l'acquisition à coût préférentiel d'un nombre pré-défini d'articles dans une liste de titres moins utilisés et de la fourniture à l'unité (pay-per-view) d'articles provenant de titres exceptionnellement utilisés.

F. Divers

1. Un contrat de licence devrait exiger des éditeurs de défendre et indemniser les bibliothèques, sans les tenir responsables en cas de procès suite à une plainte pour usage d'une ressource couverte par le contrat de licence qui serait en infraction avec un brevet ou le droit de copie d'un tiers.

2. Les contrats de licence basés sur des principes de consortium doivent être conformes à la législation hollandaise/allemande.